

Ce tract a été discuté lors d'une réunion de cercle Révoltes le 3 novembre 2001 puis il a été distribué à Lyon le 16 novembre 2001 devant la fac « Lyon 3 ».

A bas la guerre impérialiste en Afghanistan :

Pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises !

**A bas « l'union sacrée » contre les libertés démocratiques,
contre le renforcement de l'Etat policier :**

***A bas le plan Vigipirate !
Abrogation de la loi Vaillant !***

L'impérialisme américain et les troupes anglaises bombardent sans relâche depuis le 7 octobre les populations afghanes.

Il s'agit pour l'impérialisme américain de rétablir et de renforcer sa domination militaire, politique et économique sur cette région du monde, sur les peuples d'Afghanistan et du Moyen-Orient. Pour cela il lui faut chasser le gouvernement des talibans qu'il avait lui-même mis en place pour installer un autre gouvernement plus docile.

En France, le gouvernement Jospin-Gayssot-Cochet-Kouchner, coopère -de concert avec Chirac- à l'opération montée par l'impérialisme américain. Les dirigeants PS et PCF, ceux des confédérations, fédérations et syndicats (CGT, FO, FSU, UNEF) soutiennent cette opération, réalisant « l'union sacrée ».

L'«union sacrée» permet de redoubler les coups contre la jeunesse et contre la classe ouvrière, contre ses acquis : dès le 12 septembre, ce sont des centaines de milliers de licenciements qui sont annoncés en particulier aux Etats-Unis mais aussi en France.

Défendre les intérêts de la jeunesse, des travailleurs, en France comme partout ailleurs dans le monde, c'est exiger que les dirigeants des organisations ouvrières rompent avec « l'union sacrée ».

C'est pourquoi, la responsabilité des dirigeants du PS et du PCF, des confédérations, fédérations et syndicats ouvriers CGT, FO, FSU, UNEF est de se prononcer sur les mots d'ordre suivants :

- **À bas la guerre impérialiste contre l'Afghanistan ! Retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces impérialistes !**
- **Retrait immédiat et inconditionnel des forces françaises (pas un soldat, pas une arme, aucun soutien, sur quelque plan que ce soit (économique, financier, politique) à cette intervention !**

Sur cette base, qu'ils décident d'organiser le boycott effectif d'envoi de troupes et de matériel à destination de l'Afghanistan et une manifestation centrale au ministère des Armées !

L' «*union sacrée* » permet de redoubler les coups contre la jeunesse, de mettre en cause les libertés démocratiques, de multiplier les mesures policières :

Le mercredi 31 octobre 2001, les dirigeants du PS et du PCF ont permis que soit votée à l'Assemblée Nationale la loi Vaillant, loi dite « *sur la sécurité quotidienne* ». Cette loi s'inscrit dans la droite ligne du projet Poniatowski de 1976 ; sous prétexte de lutte contre le terrorisme, elle donne « *la possibilité de procéder à des fouilles de véhicules sur réquisitions écrites du procureur de la République ; de perquisitionner sans le consentement de la personne concernée dans le cadre d'une enquête préliminaire, pour certaines infractions, sur autorisation du juge des libertés ; la possibilité pour les agents de sécurité privée agréés et habilités à procéder à des fouilles de bagages et palpations de sécurité* ». Cette loi indique que « *les fournisseurs d'accès à Internet peuvent être soumis à l'obligation de conserver les données personnelles dont ils disposent et de les mettre à disposition de l'autorité judiciaire* ».

Les lois de ce type ont toujours été qualifiées par le mouvement ouvrier et la jeunesse comme des « lois scélérates ».

La jeunesse rejette massivement l'ensemble de ce dispositif policier, et toutes les mesures mettant en cause des libertés démocratiques. D'ores et déjà, dans certains quartiers, l'application du plan Vigipirate se traduit par des mesures de « chasse » aux jeunes, l'accentuation des contrôles au faciès ...

Dirigeants de l'UNEF, Prononcez-vous pour la défense inconditionnelle des libertés démocratiques :

- **Retrait du plan "Vigipirate" !**
- **Exigez l'abrogation immédiate de la loi Vaillant.**

Dirigeants de l'UNEF, adressez-vous aux responsables des confédérations et fédérations syndicales CGT, FO, FSU pour qu'ils adoptent la même position.

Mais les dirigeants de l'UNEF (comme ceux des confédérations et fédérations syndicales CGT, FO, FSU) ne reprendront pas d'eux-mêmes ces mots d'ordre c'est pourquoi il faut s'organiser pour le leur imposer.

La prise de positions des dirigeants des centrales syndicales -pour le retrait des troupes impérialistes d'Afghanistan et contre les atteintes aux libertés démocratiques- aurait une importance toute particulière. Elle pèserait de manière décisive.

Pour commencer à s'organiser en ce sens prenez contact avec les diffuseurs de ce tract !

Manifestations des policiers : Un exemple à suivre ?

" Victoire ! "clament haut et fort les dirigeants du mouvement ouvrier lorsque le gouvernement Jospin-Vaillant-Gayssot offre trois milliard de francs supplémentaires pour les policiers après avoir satisfait les demandes des gendarmes.

A la une de l'Humanité, dans les colonnes de la presse syndicale confédérée de la C.G.T. ... on ne cache pas sa joie et on voit là " un exemple à suivre ", " une perspective réelle pour les autres secteurs " ... feignant ainsi de voir dans ces mesures la satisfaction de revendications "somme toute légitimes" de salariés "comme les autres".

De qui se moque l'Humanité ?

La crise économique mondiale aiguise les contradictions fondamentales entre les classes : la bourgeoisie et ses représentants luttent pour le maintien des profits capitalistes et pour cela s'attaquent brutalement aux acquis ouvriers, baissent les salaires, augmentent la productivité (polyvalence, mobilité ...), jettent des milliers de travailleurs et de jeunes au chômage ... ; la classe ouvrière combat pour le maintien de ses acquis (salaires, temps de travail, sécurité sociale, retraite, droit aux études ...).

De cette contradiction exacerbée par la crise naissent et naîtront inévitablement des combats de classe. La bourgeoisie et ses vassaux en ont une claire compréhension et c'est dans cette perspective qu'aujourd'hui ils renforcent l'État policier. Ils se donnent plus de moyens pour mieux pouvoir faire face à la classe ouvrière.

Davantage de flics, d'armée, de moyens pour la police ne constitue en aucun cas une victoire : comment oublier le plan Vigipirate renforcé, le vote de la loi Vaillant, le projet de loi sur la présomption d'innocence et se réjouir d'un État policier renforcé se préparant pour réprimer la jeunesse et les travailleurs qui combattent en défense de leurs intérêts et de leurs acquis.